



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par International Presentation Association, Edmund Rice International Limited, Religieuses du Sacré-Cœur de Marie, Sisters of Charity Federation et VIVAT International, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

International Presentation Association (IPA), une organisation non-gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, estime que repenser le développement social dans le contexte actuel préconise une action qui s'attaque aux origines de la pauvreté et des inégalités. À cet égard, adhérons à la politique générale des Nations Unies concernant la lutte contre la pauvreté et les inégalités et selon laquelle les approches fragmentées de l'éradication de la pauvreté ne sont pas appropriées pour mettre fin au profond malaise systémique. C'est la raison pour laquelle IPA se félicite tout particulièrement l'objectif 10 de développement durable : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Alors qu'un pour cent de la population mondiale devrait contrôler plus de 50 % de la richesse mondiale d'ici 2016, plus d'un milliard de personnes n'arrivent pas à se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Ces inégalités, qui se sont accentuées suite à des décennies de politiques économiques néolibérales et des politiques dictées par le marché, ne peuvent être réduites que par des politiques efficaces qui préconisent une répartition plus juste des richesses dans la société. Et c'est une nouvelle vague d'éminents économistes de la trempe de Joseph Stiglitz qui a pu installer cet argument dans le débat public.

Pour International Presentation Association, repenser le développement dans le monde actuel est une occasion pour revisiter ces principes de redistribution des richesses et de l'égalité des chances, comme cela a été exprimé dans le programme d'action de Copenhague. Nous soutenons sans réserve les 10 engagements énoncés à Copenhague, où les nations ont promis d'éradiquer la pauvreté, de créer le plein-emploi et d'encourager l'intégration sociale. L'engagement 2 vise notamment à éradiquer la pauvreté en tant qu'impératif éthique, social, politique et économique auquel l'humanité doit répondre, en se concentrant sur l'élimination des inégalités au niveau national. Comme il a été reconnu dans cet engagement, l'extrême pauvreté est une question de droits de l'homme et, par conséquent, il incombe aux gouvernements de réduire ces inégalités au sein de la société en réalisant les droits inhérents de leurs citoyens.

Très peu de pays, riches ou pauvres, ont atteint un niveau d'insertion social permettant à leurs citoyens de s'épanouir. Copenhague a reconnu que pour remédier à ces problèmes, « le défi consiste à mettre en place un cadre axé sur la population afin de permettre au développement social de nous guider dès maintenant aujourd'hui et demain, de construire une culture de coopération et de partenariat, et de répondre aux besoins immédiats de ceux qui sont le plus touchés par la détresse humaine. » Nous pensons, dans l'esprit de cette déclaration, que l'individu devrait une fois de plus être placé au centre de toute politique de développement social.

Repenser le développement social devrait également nous obliger à nous pencher sur les injustices systémiques qui perpétuent la pauvreté, les inégalités, la chosification de l'être humain, et l'exploitation abusive de la nature. Les décennies de prédominance des politiques néolibérales ont entraîné une confiance aveugle à l'égard des forces du marché, de la déréglementation massive, et des privatisations à tout va. Comme le Pape François l'a fait remarquer, la dégradation de l'environnement et l'extrême pauvreté s'inscrivent dans le sillage de ces forces de marché non maîtrisées. Cela a entraîné l'accumulation d'une grande quantité de

richesses par un nombre très réduit d'individus, qui utilisent ensuite ces richesses pour entraver toute tentative de rectifier cette injustice. La prospérité de quelques-uns entraîne la pauvreté du plus grand nombre. Un changement de paradigme du consumérisme vers une éthique qui intègre le bien commun est nécessaire.

Un élément est souvent négligé dans ces débats : l'énorme quantité d'argent directement alloué aux dépenses militaires dans le monde. De nombreuses études ont démontré un lien évident entre les dépenses militaires des pays et leur niveau d'inégalité en termes de revenu. Environ 1,7 mille milliard de dollars des États-Unis ont été dépensés en 2014 dans le monde. Cet argent entretient le complexe militaro-industriel et perpétue les conflits armés. Les États doivent avoir le courage de rompre avec cette dangereuse obsession que représentent les dépenses militaires et commencer à réaffecter ces fonds vers des programmes sociaux qui contribueront à réduire les inégalités et à valoriser leurs citoyens. Si nous souhaitons vraiment forger nos épées pour en faire des charrues, nous devons mettre un terme aux dépenses militaires destructrices et affligeantes faites au détriment de la cohésion sociale et du développement.

Accroître les chances des gens de vivre dignement et les aider à s'épanouir, réduire le cumul des richesses par le secteur privé, doivent être au cœur des efforts de développement. La mise en œuvre efficace des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (protéger, respecter et remédier) pourrait contribuer de façon considérable à l'amélioration du lot de l'humanité.

International Presentation Association rejoint tous ceux qui recherchent :

- La protection des terres, de l'eau, et d'autres ressources naturelles de l'exploitation des sociétés transnationales;
- L'égalité des chances;
- La protection sociale pour tous;
- L'interdiction de privatiser des services essentiels comme l'éducation, la santé, l'assainissement, l'eau potable;
- La fiscalité progressive et responsable et la taxe sur le carbone;
- Le développement de la technologie qui profite à tous;
- La promotion de politiques qui permettent le partage équitable des richesses;
- L'interdiction d'exploiter les pays en développement au profit des pays développés.

Les changements structurels pour créer des emplois sont essentiels et les politiques sont nécessaires pour réaliser ces changements. Certes, chaque pays a besoin de choisir la structure qui répond le mieux à ses besoins, mais l'analyse de cas de succès dans des lieux divers révèle quelques éléments communs :

- L'investissement public dans les infrastructures;
- La canalisation des crédits vers les activités productives;
- Des politiques industrielles bien gérées pour ce qui concerne les subventions et les crédits d'impôt;

- Une redistribution des terres réfléchi et transparente;
- Des subventions agricoles appropriées;
- Encourager le développement d'industries stratégiques sans contrôle de la part d'entités animées par le seul profit;
- Le contrôle des interconnexions de l'investissement dans l'exportation et l'importation;
- Des politiques sociales qui améliorent les compétences et le bien-être de la population;

Même si les éléments qui précèdent sont importants, le premier et le dernier points de la liste sont cruciaux. L'extrême pauvreté ne peut être éradiquée sans protection sociale. Hormis dans les cas de bouleversements politiques virulents, plonger dans l'extrême pauvreté est la conséquence du chômage, de la maladie, et de problèmes de santé chroniques. Alors que la dérive vers l'extrême pauvreté est souvent soudaine, sortir de cette situation est un processus très long et parfois impossible. La protection sociale universelle est la meilleure prévention face à l'extrême pauvreté.

L'infrastructure sociale (éducation, soins de santé, bonnes conditions d'hygiène) et physique (transports, énergie, protection environnementale) est essentielle à l'épanouissement de l'homme à tous les niveaux : physique, mental, spirituel, social, économique.

La vision d'International Presentation Association pour repenser le développement social prévoit de :

- Réduire ou éliminer les subventions accordées aux grandes entreprises agricoles et accorder des subventions à des coopératives et aux petites exploitations agricoles;
- Supprimer la production destinée uniquement à augmenter la consommation;
- Augmenter la production afin de répondre aux besoins des hommes pour qu'ils puissent tous avoir une vie saine et décente;
- Réglementer la saisie de capitaux et l'impôt sur les bénéfices et affecter les recettes ainsi obtenues à la protection sociale et aux services essentiels.

Si le monde entend vraiment éradiquer la pauvreté et lutter contre les inégalités, les plans d'actions nationaux et les accords commerciaux internationaux devraient avoir pour principal objectif le bien-être collectif et non pas le bénéfice de quelques individus.

La fausse dichotomie qui a été construite entre l'égalité et l'efficacité doit être abandonnée. La poursuite de la croissance économique à tout prix, au motif que plus grand est le « gâteau » plus de gens en bénéficieront, a provoqué des inégalités d'une ampleur jamais connue depuis la Grande Dépression. La théorie de l'effet des retombées économiques a échoué. L'inégalité qui en résulte compromet gravement la cohésion sociale et le développement et conduit à des sociétés injustes et inéquitables. Nous pouvons réorienter nos priorités vers des politiques qui placent les personnes et la planète au cœur du développement social.